

Convention collective de travail du 29/08/2012 instituant un fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume (en abrégé : SCP 102.09) dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09 " et fixant ses statuts

Neerlegging-Dépôt: 12/09/2012
Regist.-Enregistr.: 29/10/2012
N°: 111876/CO/102.09

Article 1 – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume.

Article 2 – Objet

La présente convention collective de travail instaure un fonds "2^{ème} pilier" pour les travailleurs relevant de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume, dont les statuts sont repris en annexe.

Article 3 – Entrée en vigueur et durée

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 29/8/2012 et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 4 – Dénonciation de la convention collective de travail

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume.

La résiliation de la présente convention collective de travail entraîne automatiquement la dissolution du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09.

Article 5 – Force obligatoire

Les parties demandent la force obligatoire.

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 29/08/2012 tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk (afgekort: PSC 102.09) genoemd "Fonds 2e pijler PSC 102.09 " en tot bepaling van de statuten ervan.

Artikel 1 – Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die actief zijn in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk.

Artikel 2 – Voorwerp

Deze collectieve arbeidsovereenkomst voert een fonds « 2^e pijler » in voor de werknemers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk waarvan de statuten als bijlage zijn vermeld.

Artikel 3 – Inwerkingtreding en duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 29/8/2012 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 4 – Verbreking van de collectieve arbeidsovereenkomst

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door één van de partijen worden opgezegd mits een vooropzeg van zes maanden via een bij de post aangetekend schrijven dat is bestemd voor de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk.

De verbreking van deze collectieve arbeidsovereenkomst leidt automatisch tot de ontbinding van het Fonds 2^e pijler PSC 102.09.

Artikel 5 – Algemeen verbindendverklaring

De partijen vragen de algemeen verbindendverklaring.

Annexe à la Convention collective de travail du **29/08/2012** instituant un fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09"

STATUTS DU FONDS 2^{ème} PILIER SCP102.09 DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE CALCAIRE NON TAILLE ET DES FOURS A CHAUX, DES CARRIERES DE DOLOMIE DE TOUT LE TERRITOIRE DU ROYAUME (en abrégé FONDS 2^{ème} Pilier SCP102.09)

Chapitre 1 - Instauration, dénomination, siège social, objectif et durée

Art. 1 – La présente convention collective de travail(CCT) instaure le fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09" conformément aux dispositions de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 2 – Le siège social du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09 est établi c/o **FEDIEX**
Rue Edouard Belin 7- 1435 MONT-SAINT-GUIBERT.

Art. 3 – Le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09 est institué pour remplir le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel tel que déterminé par la convention collective de travail du 29/08/2012 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire SCP102.09.

Art. 4 – Le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel se limite à :

- l'organisation de la transmission des données nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du régime de pension sectoriel ;
- la collecte éventuelle des cotisations auprès des employeurs relevant du secteur ;
- l'organisation des transferts financiers ;
- le contrôle du fonctionnement général et des résultats de l'organisme de pension en charge du régime de pension sectoriel ;
- l'information aux affiliés et à leurs employeurs concernant le régime de pension sectoriel ;
- la définition des modalités et des procédures nécessaire à l'exécution du rôle d'organisateur.
- Les autres tâches qui sont imposées à l'organisateur par la LPC et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Chapitre 2 - Champ d'application

Art. 5 – Les présents statuts s'appliquent :

- 1° aux employeurs qui relèvent du champ d'application de la convention collective de travail du 29/08/2012 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire SCP102.09.
- 2° aux ouvriers et ouvrières occupés par les employeurs visés au 1°.

Chapitre 3 – Avantages

Art. 6 – Le régime de pension sectoriel constitue l'avantage octroyé par le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09.

Les personnes qui peuvent bénéficier de cet avantage sont les ouvriers et les ouvrières occupés par les employeurs qui relèvent du champ d'application de la convention collective de travail du 29/08/2012 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume.

La convention collective de travail précitée mentionne la nature de cet avantage, les modalités d'octroi et de liquidation de celui-ci.

Chapitre 4 – Gestion

Art 7 - Le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09 est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs concernés par ce régime de pension sectoriel.

Ce conseil est composé de quatre membres effectifs, deux représentants des employeurs et deux représentants des travailleurs.

Le conseil d'administration est complétés de 4 membres suppléants qui peuvent participer aux réunions, sans droit de vote, sauf en en cas d'empêchement, les membres suppléants remplacent les membres effectifs et exercent les mêmes pouvoirs.

Les organisations représentées en sous-commission paritaire désignent, après concertation, parmi leurs membres effectifs, les membres effectifs au conseil d'administration du fonds.

Les membres suppléants de chaque représentation sont désignés par les membres effectifs de leur représentation respective, pour une durée de quatre ans

Le mandat d'un membre effectif expire en même temps que son mandat de membre de la sous-commission paritaire.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement dans le respect des règles qui précèdent.

Art 8 – Le conseil d'administration désigne son président, pour une période de deux ans respectivement auprès de chacune des représentations en débutant par un président de la représentation patronale.

Le conseil d'administration désigne, sur proposition de la représentation patronale, un secrétaire. Celui-ci est chargé de la gestion journalière du fonds. Le secrétaire ne doit pas nécessairement être membre du conseil d'administration.

Art. 9 – Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. En l'absence du président, il se réunit sur convocation du secrétaire et est présidé par le membre de la représentation patronale le plus ancien en fonction.

Le Président est tenu de convoquer le conseil une fois par an au moins et dans les quinze jours, lorsque deux membres en font la demande.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire et envoyés aux administrateurs dans les 30 jours suivant la séance. Ils sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions ne sont valables que si elles recueillent au moins la voix de deux membres de chaque groupe représentatif et à condition que le point soumis ait été porté à l'ordre du jour de la séance.

Art. 10 – Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09 et peut prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement.

Il est représenté dans toutes les actions en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Art. 11 – Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Leur mandat n'est pas rémunéré.

Chapitre 5 – Transfert financier

Art. 12 – Les cotisations pour le financement du régime sectoriel de pension sont fixées uniquement par CCT conclues au sein de la commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume.

Art. 13 – Le conseil d'administration prendra décision quant au fait que les cotisations seront perçues et recouvrées par l'Office National de la Sécurité Sociale ou que celles-ci seront perçues directement auprès de chaque employeur qui relève de la présente convention collective de travail. Il en informera d'une part les employeurs, ainsi que l'organisme de pension afin que ceux-ci puissent prendre les dispositions administratives en temps opportun.

Art. 14 – Comme le prévoit l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les modes de calcul, de perception et de recouvrement de ces cotisations, et des éventuelles majorations de cotisations, et les intérêts de retard sont les mêmes que applicables en matière de cotisations de sécurité sociale.

Art. 15 – Ces cotisations sont versées à l'organisme de pension en charge du régime sectoriel de pension.

Le conseil d'administration peut mandater l'organisme de pension pour qu'il perçoive ces cotisations soit directement auprès des employeurs, soit directement auprès de l'Office National de Sécurité Sociale.

Art. 16 – L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre, toutefois le premier exercice comprendra une période de seize mois, débutant le 1/9/2012 pour se clôturer le 31 décembre 2013.

Art. 17 – Chaque année au cours du mois de mars au plus tard, le budget doit être soumis à l'approbation de la commission paritaire.

Art. 18 – Les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés le 31 décembre. Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désigné par la commission paritaire, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, établissent chacun un rapport annuel écrit concernant l'accomplissement de leur mission pour l'année révolue. Les comptes et les rapports annuels doivent être soumis à la commission paritaire pour approbation au plus tard au cours du mois de juin.

Chapitre 7 – Dissolution

Art. 19 – En cas de dissolution du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09, la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomie de tout le territoire du Royaume désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoir du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.09.

Bijlage bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst van **29/08/2012** tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk, genoemd "Fonds 2e pijler PSC 102.09".

STATUTEN VAN HET FONDS 2^e PIJLER PSC 102.09 VOOR HET BEDRIJF VAN NIET UIT TE HOUWEN KALKSTEEN EN VAN DE KALKOVENS, VAN DE BITTERSPAATGROEVEN EN –OVENS OP HET GEHELE GRONDGEBIED VAN HET RIJK (afgekort FONDS 2^e pijler PSC 102.09).

Hoofdstuk 1 – Oprichting, benaming, maatschappelijke zetel, doelstelling en duur.

Art. 1 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst (CAO) richt het Fonds voor Bestaanszekerheid op voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk, genoemd "Fonds 2e pijler PSC 102.09" conform de bepalingen van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 2 – De maatschappelijke zetel van het Fonds 2^e pijler PSC 102.09 is gevestigd c/o **FEDIEX**, Rue Edouard Belin 7- 1435 MONT-SAINT-GUIBERT.

Art. 3 – Het Fonds 2e pijler PSC 102.09 wordt opgericht om de rol van organisator van het sectorale pensioenstelsel te vervullen zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 29/08/2012 met het oog op de oprichting van een sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers die actief zijn in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair subcomité PSC 102.09.

Art. 4 – De rol van organisator van het sectorale pensioenstelsel beperkt zich tot :

- de organisatie van de overbrenging van de gegevens die noodzakelijk zijn voor de toepassing en de werking van het sectorale pensioenstelsel ;
- de eventuele inning van de bijdragen bij de werkgevers van de sector ;
- de organisatie van de financiële transfers ;
- de controle van de algemene werking en van de resultaten van het pensioenorgaan dat belast is met het sectorale pensioenstelsel ;
- het verstrekken van informatie betreffende het sectorale pensioenstelsel aan de leden en aan hun werkgevers ;
- de bepaling van de modaliteiten en van de procedures die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de rol van organisator.
- de andere taken die worden opgelegd aan de organisator door de WAP en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Hoofdstuk 2 – Toepassingsgebied

Art. 5 – Deze statuten zijn van toepassing op :

1° de werkgevers die onder het toepassingsveld vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29/08/2012 met het oog op de oprichting van een sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers die actief zijn in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair subcomité PSC 102.09.

2° de arbeiders en arbeidsters die worden tewerkgesteld door de werkgevers bedoeld in 1°.

Hoofdstuk 3 – Voordelen

Art. 6 – Het sectorale pensioenstelsel is het voordeel dat wordt toegekend door het Fonds 2^e pijler PSC 102.09.

De personen die dit voordeel kunnen genieten, zijn de arbeiders en arbeidsters die worden tewerkgesteld door de werkgevers die onder het toepassingsveld vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29/08/2012 met het oog op de oprichting van een sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers die actief zijn in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk.

Bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst vermeldt de aard van dit voordeel, de toekenningsvoorwaarden en de betaling ervan.

Hoofdstuk 4 – Beheer

Art 7 - Het Fonds 2^e pijler PSC102.09 wordt beheerd door een raad van bestuur die paritair is samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers op wie dit sectoraal pensioenstelsel van toepassing is.

Deze raad is samengesteld uit vier effectieve leden, twee vertegenwoordigers van de werkgevers en twee vertegenwoordigers van de werknemers.

De raad van bestuur wordt aangevuld met 4 plaatsvervangende leden die zonder stemrecht kunnen deelnemen aan de vergaderingen, behalve wanneer de effectieve leden verhinderd zijn; de plaatsvervangende leden vervangen de effectieve leden en oefenen dezelfde macht uit.

De organisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair subcomité, duiden na overleg onder hun effectieve leden, de effectieve leden in de raad van bestuur van het fonds aan.

De plaatsvervangende leden van elke vertegenwoordiging worden aangeduid door de effectieve leden van hun respectieve vertegenwoordiging, dit voor een duur van vier jaar.

Het mandaat van een effectief lid verstrijkt gelijktijdig met diens mandaat als lid van het paritair subcomité.

In geval van overlijden of ontslag van een bestuurder, voorziet de raad van bestuur in diens vervanging met naleving van bovengenoemde regels.

Art 8 – De raad van bestuur duidt zijn voorzitter aan voor een periode van twee jaar, respectievelijk bij elke vertegenwoordiging, te beginnen bij een voorzitter van de werkgeversafvaardiging.

De raad van bestuur duidt op voorstel van de werkgeversafvaardiging een secretaris aan. Deze is belast met het dagelijkse bestuur van het fonds. De secretaris hoeft niet noodzakelijk lid te zijn van de raad van bestuur.

Art. 9 – De raad van bestuur vergadert na uitnodiging door de voorzitter. Bij afwezigheid van de voorzitter vergadert de raad na uitnodiging door de secretaris en wordt voorgezeten door het oudste lid in functie van de werkgeversafvaardiging.

De Voorzitter moet de raad ten minste één keer per jaar bijeenroepen en binnen een periode van vijftien dagen, wanneer twee leden hierom vragen.

De uitnodigingen vermelden de agendapunten.

De notulen van de vergaderingen worden opgesteld door de secretaris en naar de bestuurders verstuurd binnen de 30 dagen na de vergadering. Ze worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders.

De beslissingen zijn slechts geldig als ten minste twee leden van elke representatieve groep ervoor stemmen en op voorwaarde dat het punt op de agenda van de vergadering stond.

Art. 10 – De raad van bestuur heeft alle macht voor het beheer en het bestuur van het Fonds 2^e pijler PSC102.09 en kan alle maatregelen nemen die nodig zijn voor de goede werking ervan.

Telkens wanneer de raad in rechte moet optreden wordt deze vertegenwoordigd door de voorzitter of de bestuurder die hiertoe wordt aangeduid.

De raad van bestuur kan al zijn macht of een deel ervan overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Art. 11 – De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitoefening van het mandaat waarmee ze werden bekleed.

Voor hun mandaat ontvangen ze geen verloning.

Hoofdstuk 5 – Financiële transfers

Art. 12 – De bijdragen voor de financiering van het sectorale pensioenstelsel worden alleen vastgelegd door de CAO's die worden gesloten binnen het paritair subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk.

Art. 13 – De raad van bestuur neemt beslissingen in verband met het feit of de bijdragen zullen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid dan wel of deze rechtstreeks zullen worden geïnd bij elke werkgever die onder de bevoegdheid van deze collectieve arbeidsovereenkomst valt. De raad zal hierover enerzijds de werkgevers

inlichten en anderzijds het pensioenorgaan, zodat deze ten gepasten tijde de administratieve beslissingen kunnen nemen.

Art. 14 – Zoals bepaald in artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid is de manier waarop deze bijdragen en de eventuele verhogingen van de bijdragen worden berekend, geïnd en ingevorderd alsook de verwijlinterest dezelfde die van toepassing is inzake de bijdragen op het vlak van de sociale zekerheid.

Art. 15 – Deze bijdragen worden gestort aan het pensioenorgaan dat belast is met het sectorale pensioenstelsel.

De raad van bestuur kan het pensioenorgaan mandateren, opdat dit deze bijdragen int hetzij rechtstreeks bij de werkgevers, hetzij rechtstreeks bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 16 – De oefening gaat van start op 1 januari en eindigt op 31 december; de eerste oefening zal echter een periode van zestien maanden omvatten die van start gaat op 1/9/2012 en eindigt op 31 december 2013.

Art. 17 – Elk jaar moet het budget ten laatste in de loop van de maand maart ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité.

Art. 18 – De rekeningen van het afgelopen boekjaar worden afgesloten op 31 december. De raad van bestuur en de revisor of de boekhoudkundige expert die met toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid wordt aangeduid, maken elk een schriftelijk jaarverslag op betreffende de uitvoering van hun taak tijdens het afgelopen jaar. De rekeningen en de jaarverslagen moeten ten laatste in de loop van de maand juni ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité.

Hoofdstuk 7 – Ontbinding

Art. 19 – In geval van ontbinding van het Fonds 2^e pijler PSC102.09, duidt het paritair subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en -ovens op het gehele grondgebied van het Rijk de vereffenaars aan, bepaalt hun macht en bezoldiging en legt vast wat er precies moet gebeuren met het vermogen van het Fonds 2^e pijler.